

Inventer Jérusalem

**Ilan
Halevy**

Si la question des réfugiés palestiniens est bien le fond du contentieux palestinien-israélien, la question de Jérusalem en est le cœur : objet de revendications territoriales apparemment inconciliables, enjeu économique, politique et plus encore symbolique, dont la possession est perçue par tous comme clef et gage de légitimité.

Les accords régissant la phase intérimaire, dites Oslo 2, ayant été signés à Taba puis à Washington en septembre dernier, il ne reste plus aujourd'hui qu'à les appliquer, ce qui n'est pas une mince affaire. Mais à l'horizon des négociations à venir, et où se joue

la substance même de la paix, ne demeurent plus que les dossiers de fond du conflit, ceux-là mêmes dont la Déclaration de principes de septembre 1993, dite accord d'Oslo, repoussait la discussion à plus tard : les réfugiés, les colonies, les frontières, et... Jérusalem, où ces trois problématiques sont concentrées. Car les trois quarts des Palestiniens de Jérusalem n'ont pas le droit d'y résider, et sont donc des réfugiés ; car la ville est enserrée par un réseau de colonies qui en défigure à la fois le visage et la démographie ; car la question de la frontière entre Israël et la Palestine est d'abord et avant tout, après le passage de la Cisjordanie et de Gaza sous juridiction territoriale palestinienne, la question du passage de la frontière à Jérusalem.

A la lumière du calendrier, qui prévoit l'ouverture des négociations sur le statut définitif en mai 1996, le silence officiellement préconisé sur ces questions, au double nom de leur complexité et de la nécessité de ne pas gêner les diplomates dans leur futur travail, procède d'une myopie qui, si elle est sincère, confine à l'hallucination. Peut-on vraiment s'imaginer jamais parvenir sur ces questions à un compromis mutuellement acceptable si les opinions publiques concernées restent barricadées à l'abri de toute idée nouvelle, dans la répétition monologuée de droits axiomatiques ? Pourra-t-on jamais parvenir, à Jérusalem, à une solution fondée sur la réciprocité des droits si les habitants de

Jérusalem, et les deux peuples qui y cohabitent si mal, ne peuvent même pas la concevoir ? Quel pourrait être le visage d'un compromis israélo-palestinien à Jérusalem, et à propos de Jérusalem ? Ne serait-ce pas gravement surestimer les négociateurs que de les imaginer capables de faire sortir de leur chapeau des solutions magiques auxquelles personne n'aurait pensé ? La reconnaissance mutuelle, qui fonde le processus en cours, n'a-t-elle pas été proposée, défendue et illustrée pendant des décennies de débats et de rencontres, de discussions et d'argumentaires, d'affirmations et de questionnements, avant de devenir principe de réalité dans la politique des Etats ? Peut-il en être autrement pour Jérusalem ?

La question de Jérusalem fonctionne sur le mode de l'amalgame exponentiel. Il y a tout d'abord l'amalgame physique et ininterrompu, depuis les années 1860, de nouveaux quartiers juifs (de colonies) à une ville qui n'a cessé, tout au long de son histoire, de se déplacer dans la géographie, de se décaler par rapport à elle-même, de se reconstruire à côté de son précédent site. Il y a ensuite l'amalgame organisé, dans la sphère des représentations, entre cette lutte pour l'espace foncier et immobilier, pour le pouvoir et la souveraineté exclusive, et la question des lieux saints. Il y a aussi l'amalgame entre Jérusalem et la portion du territoire cisjordanien artificiellement rattachée à la ville au lendemain de la guerre de juin 1967, et enfin l'amalgame entre les aspects politiques nationaux et les aspects religieux, par définition transnationaux, du statut de Jérusalem. Pendant ce temps, et à l'ombre du langage administratif, s'opère un ultime amalgame entre la notion abstraite d'un soi-disant « équilibre démographique » et la réalité concrète de l'apartheid grossier découlant de la loi qui situe cet « équilibre » dans un rapport de 72 % à 28 % en faveur de la population juive !

La configuration de la colonisation urbaine à Jérusalem et autour d'elle, cependant, informe un paradoxe : si l'on envisage la ville dans ses limites « municipales », il y a bien aujourd'hui, à force d'expulsions et de confiscations,

et grâce à la négation généralisée du droit de résidence, une « majorité juive » à Jérusalem. Mais plus de la moitié des colonies israéliennes du « Grand Jérusalem métropolitain » n'en font pas partie. Si au contraire on élargit l'appellation aux villes-fortresses comme Maale Edumim et autres abominations urbaines destinées à étendre le champ de l'annexion, le nouveau périmètre, en englobant de nouveaux quartiers et villages « arabes », rétablit une quasi-parité numérique entre Israéliens et Palestiniens. Car la colonisation depuis 1967 s'est constamment fixée sur le cercle concentrique le plus éloigné vers l'est, et c'est bien cette imbrication spatiale qui donne à la question de Jérusalem son insoluble apparence ; elle pousse la revendication israélienne d'annexion au maximalisme territorial, en même temps qu'elle rend l'invocation palestinienne du droit international dramatiquement inopérante face aux « réalistes » qui font de la revendication israélienne de souveraineté sur l'ensemble de la ville et de ses nouvelles banlieues une donnée de base de l'équation de Jérusalem.

Ainsi donc, on le voit, la logique de la partition, du partage vertical de l'espace, qui préside à la mise en œuvre de la Déclaration de principes signée à Washington le 13 septembre 1993 – où les Palestiniens veulent voir la promesse de l'indépendance, tandis que les Israéliens préfèrent n'y voir que la « séparation » –, s'arrête aux portes incertaines d'une Jérusalem indéfinie.

Car les termes de référence du processus de paix eux-mêmes renferment à propos de Jérusalem une explosive contradiction, énoncée en toutes lettres dans la « lettre d'assurances » remise à la délégation palestinienne par l'administration américaine à la veille de la Conférence de Madrid. Le secrétaire d'Etat d'alors, James Baker, y affirmait tout à la fois l'opposition de Washington à l'annexion israélienne « *unilatérale* » de Jérusalem, ainsi qu'à l'extension « *illégal* » de ses frontières municipales, et son opposition à toute nouvelle division de la ville. C'est cette double négation qui fixe les limites du dilemme

hyérosolomitain. Une double affirmation en constitue l'envers, et fonde la démarche des signataires israéliens et palestiniens de la pétition « Notre Jérusalem » : Jérusalem-Est doit être la capitale de l'Etat de Palestine, Jérusalem-Ouest celle de l'Etat d'Israël, mais la ville doit appartenir à tous, Israéliens et Palestiniens, juifs, chrétiens et musulmans, tout en restant ouverte et indivise, sans barrières et sans barbelés. Sièges de deux souverainetés réconciliées, et d'une commune citoyenneté. On peut d'ailleurs rapprocher cette démarche de la vieille idée onusienne du *Corpus separatum*, pierre de touche du plan de partage de 1947, qui faisait de Jérusalem tout entière une enclave sous contrôle international au cœur du territoire de l'Etat arabe de Palestine. On peut aussi la mettre en résonance avec la récente proposition, formulée par le roi Hussein de Jordanie, proposant de « suspendre », de consigner au Ciel, « en attendant » la souveraineté sur la vieille ville et les lieux saints. Cela aurait aussi pour effet de désacraliser les autres revendications territoriales et politiques. Ce qui importe ici n'est pas de consacrer, sur le papier et *in abstracto*, une formule, mais d'énoncer les principes sans lesquels Jérusalem restera divisée contre elle-même, capitale d'une injustice mal déguisée, lieu géométrique du mensonge expropriateur, de l'usurpation des terres, des maisons et de l'histoire, de la confiscation de l'espace et de la mémoire.

A Jérusalem, où l'histoire ancienne et contemporaine a concocté un imbroglio sans égal, il faut donc inventer. Il faut avoir la force d'imaginer une autre forme de partage de l'espace, une autre façon de vivre ensemble. Quelque chose d'obligatoirement plus civilisé que la simple juxtaposition de deux forteresses ethniques, de deux ghettos armés. Les formes institutionnelles de cette création restent bien sûr obscures et imprécises, et c'est bien là que les négociateurs devront faire preuve d'imagination et de flexibilité. Mais le principe doit être clairement posé d'une solution démocratique, d'une solution citoyenne au problème de Jérusalem, d'une solution qui ne

sacrifie rien à rien : ni la reconnaissance des deux souverainetés nationales sur l'autel de la libre circulation des gens, ni les droits de la personne humaine sur celui des peuples à disposer d'eux-mêmes ; ni l'Identité, ni la Différence, ni l'Autre, ni le Même.

Car à Jérusalem, depuis des siècles, le politique et le sacré, la puissance des Etats et la maîtrise des symboles se disputent et se répondent, s'interpellent et se relaient, se servant mutuellement, et sans relâche, de masque et d'alibi. Il faut donc désormais s'atteler à inverser les signes de cette infernale alchimie. Il faut que la sainteté des temples, des églises et des mosquées, et l'investissement de tant de fidélités rivales et convergentes dans ces pierres, alimentent, non la jalousie banale des reconquêtes, mais la vision d'un avenir partagé s'abreuvant à des sources communes.

En ce sens, Jérusalem est bien un paradigme du dilemme méditerranéen. Lieu sillonné depuis des millénaires, traversé et retraversé de part en part, fécondé par une succession ininterrompue de courants, de sédimentations et d'alluvions de peuples et de cultures, mais où s'installe, chaque jour plus dangereusement, et *a contrario* de son unité objective sous-jacente, un véritable rideau de fer de méfiance et de repli, d'exclusion et de mépris, de refus et de rancune. Equation funeste, si elle n'est renversée. La paix israélo-palestinienne, mais aussi, en cercles concentriques, les paix israélo-arabe, arabo-occidentale et islamo-judéo-chrétienne, sont à ce prix. A Jérusalem, où sont enracinées les traditions sœurs et rivales qui se disputent depuis des siècles l'invocation de l'universel, même une aussi folle utopie pourrait bien triompher des vieilles et partisans certitudes. Mais il faudra pour cela que tombent, de part et d'autre, mais d'abord du côté des derniers conquérants et des maîtres actuels de la ville captive, les barrières conceptuelles, les axiomes et les tabous qui stérilisent l'inventivité et interdisent l'espoir.

— I. H.